

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 05/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LAT NITROGEN FRANCE

12, place de l'Iris
La Défense 2
92400 Courbevoie

Références : UDRD.2025.12.R.07
Code AIOT : 0005800607

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/11/2025 dans l'établissement LAT NITROGEN FRANCE implanté Rue de l'Industrie 76120 LE GRAND-QUEVILLY. L'inspection a été annoncée le 30/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite du 06 novembre 2025 visait à contrôler le suivi que l'exploitant opère sur les tuyauteries de transfert de matières dangereuses et leurs supportages d'une part, et à faire le point sur les incidents survenus sur le site depuis juin 2025 d'autre part.

Le présent rapport rend compte du premier sujet.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAT NITROGEN FRANCE

- Rue de l'Industrie 76120 LE GRAND-QUEVILLY
- Code AIOT : 0005800607
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société LAT NITROGEN exploite un site de production d'ammoniac et de fertilisants azotés sur la commune de Grand Quevilly.

Contexte de l'inspection :

- Accident
- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PMII
- Risque incendie
- Risque toxique
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Suivi des équipements	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8 section I	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	1 mois
3	Tuyauteries et capacités contenant des matières dangereuses	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Tuyauteries	Arrêté Préfectoral du 30/09/2022, article 4.2.1 de l'annexe 2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 06 novembre 2025 a été l'occasion pour l'inspection des installations classées de contrôler le suivi opéré par l'exploitant sur les tuyauteries de transport de matières dangereuses et leurs supportages.

Le suivi des équipements relevant du plan de modernisation des installations industrielles (PMII)

opéré par le service d'inspection reconnu (SIR) de l'exploitant apparaît cohérent avec les attendus , la même rigueur n'apparaît pas dans le suivi des tuyauteries de matières dangereuses de moindres capacités. Pour cette raison, **l'inspection des installations classées propose à la signature de Monsieur le préfet de la Seine-Maritime un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure visant un retour en conformité de pour ce suivi.**

De même, si l'exploitant a mené un diagnostic global de l'état de ses racks sur l'intégralité du site en 2018, il n'a en revanche traité que partiellement les écarts qui y sont relevés. Ainsi et ce malgré l'engagement de l'exploitant à compter de 2026, **l'inspection des installations classées propose également à la signature de Monsieur le préfet de la Seine-Maritime un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure visant l'encadrement du retour en conformité du site sur ce point.**

Par ailleurs, l'inspection des installations classées émet des demandes à l'issue de la visite parmi lesquelles la remise d'éléments de traçabilité de la fuite de vapeur observée au premier niveau de l'unité N7 accompagnés d'un plan d'action, une explication sur les conséquences de la condamnation de la soupape PSV7016B et la transmission d'une liste des tuyauteries et réservoirs au chômage définitif, accompagnée d'un planning de leur démantèlement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Tuyauteries

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2022, article 4.2.1 de l'annexe 2
Thème(s) : Risques accidentels, Tuyauteries
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 20/06/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 19/09/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les tuyauteries de transport de fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être doivent être étanches et résister à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir.</p> <p>Les tuyauteries et leurs supports sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité.</p> <p>Toutes dispositions sont prises pour préserver l'intégrité des tuyauteries vis-à-vis des chocs et contraintes mécaniques diverses. En particulier, elles sont implantées de manière à ne pas être exposées à des heurts dus à la circulation interne et externe de véhicules.</p> <p>Le cheminement de l'ensemble des tuyauteries est porté sur des plans tenus à jour. Les tuyauteries sont repérées in situ conformément aux règles en vigueur.</p> <p>Les tuyauteries cheminant au-dessus des voies de circulation sont clairement signalées par des gabarits.</p> <p>Les racks supportant les tuyauteries sont maintenus en bon état. Lorsqu'une tuyauterie est équi-</p>

pée de vannes de sectionnement automatiques intervenant dans mise en œuvre d'une mesure de maîtrise des risques, le temps de fermeture de ces vannes est compatible avec la cinétique de mise en œuvre de la sécurité définie dans l'étude de dangers afférente.

Constats :

La société LAT NITROGEN dispose depuis 2005 pour son site de Grand-Quevilly d'un service inspection reconnu (SIR), rattaché depuis 2022 au service Hygiène Sécurité Environnement (HSE). Les effectifs de ce service s'élèvent à 5 inspecteurs attirés à chaque secteur de fabrication, 1 responsable et assistant à temps partiel. Ce service est dédié uniquement à l'inspection des équipements sous pression et au suivi volontaire des stockages, tuyauteries et flexibles de transport de produits dangereux.

Le suivi du SIR est réalisé au moyen d'un logiciel d'inspection interne destiné au suivi des équipements, des données process, du plan d'inspection et des rapports. La synthèse présentée au jour de la visite découle d'une extraction du 14 octobre 2025. L'exploitant vise la mise à jour de son plan d'inspection à horizon avril/mai 2026 selon le guide DT84 en vue de disposer de 18 mois de préparation préalables au grand arrêt 2028.

Lors d'une visite du 20 juin 2023, l'inspection des installations classées a constaté un défaut d'étanchéité sur le calorifuge d'une tuyauterie d'ammoniac liquide (P2.42.106.U1.32) ainsi que de la corrosion au niveau d'un rack d'une tuyauterie d'ammoniac. L'inspection demandait alors d'ici le 15 septembre 2023 la transmission du rapport de contrôle de la campagne en cours. Par courrier du 06 septembre 2023, l'exploitant a précisé avoir inspecté la ligne d'ammoniac liquide en 2021 (rapport 20-1103). La prochaine inspection périodique était alors prévue avant le 27 mai 2028 selon le plan d'inspection. Concernant les visites extérieures, celles-ci sont réalisées tous les 24 mois sans toucher à l'isolant. La dernière ayant eu lieu en mai 2023, la suivante était alors prévue en mai 2025.

Au jour de la visite, l'inspection des installations classées a demandé que lui soient présentés les résultats du contrôle externe de cette tuyauterie d'ammoniac en 2025. La tuyauterie d'ammoniac P2.42.106.U1.32, soumise à la réglementation du plan de modernisation des installations industrielles (PMII) et équipement sous pression (ESP), a bien fait l'objet d'une inspection en mai 2025 dont le rapport d'inspection a été projeté en séance. Le SIR a demandé sur cette tuyauterie la réalisation d'un contrôle radiographique sur support avec dépose de frigorifuge pour contrôler 3 points. L'inspection de cette tuyauterie a donné lieu à une fiche de préconisation du SIR pour une échéance au 30 juin 2026.

Aussi, l'inspection demandait à l'issue de la visite du 20 juin 2023 que lui soit précisé avant le 15 septembre 2023 pour la tuyauterie d'ammoniac P1.406.U1.83.A :

- les critères pris en compte pour l'inspection des supportages,
- les règles observées pour l'accessibilité et la visibilité des supports à contrôler (% devant être rendu accessible et/ou visible par passerelles, échafaudage ou nacelle par exemple),
- la date du prochain contrôle de ce supportage.

Dans son courrier de réponse du 06 septembre 2023, l'exploitant indiquait que les supports sont

considérés comme des points singuliers des tuyauteries, au même titre que les piquages, les coudes en point bas, les bras morts, etc. Selon la criticité de la tuyauterie, un contrôle de 10 à 50 % des points singuliers est effectué comme décrit dans la procédure INSP_3_0002. La dernière inspection périodique réalisée en 2021 (rapport 21-0020) n'a pas relevé d'anomalie significative sur ces éléments. La visite suivante était alors prévue d'ici mai 2024.

Au jour de la visite, l'inspection des installations classées a demandé que lui soit présentés les résultats du contrôle périodique réalisé en 2024. L'exploitant a indiqué que cette tuyauterie n'était pas soumise à la réglementation équipement sous pression (ESP), mais faisait l'objet d'une surveillance volontaire. Elle a fait l'objet d'une inspection en décembre 2023 pour une échéance initialement fixée à mai 2024. Le SIR a émis à l'issue de cette inspection une recommandation de mise à jour du dessin isométrique de la ligne pour corriger l'indication de ligne à 3 bars par 6 bars. Cette modification sera menée d'ici la future inspection, fixée 36 mois après celle de décembre 2023.

L'inspection des installations classées n'a pas d'observation à formuler sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Suivi des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8 section I

Thème(s) : Risques accidentels, Suivi

Prescription contrôlée :

L'état initial, les programmes d'inspection ou de surveillance ainsi que les plans d'inspection ou de surveillance mentionnés aux articles 3 à 7 peuvent être établis selon les recommandations de guides professionnels reconnus par le ministre chargé de l'environnement.

Ces guides définissent :

- les règles d'estimation de l'importance du risque environnemental lorsque les articles précédents le prévoient ;
- les règles de réalisation de l'état initial ;
- les modalités d'établissement des plans d'inspection ou de surveillance et de maintenance éventuelle ;
- le délai de mise en application des révisions du guide lors de chaque révision.

Pour chaque équipement ou ouvrage mentionné aux articles 3 à 7 et pour lequel un plan d'inspection et de surveillance est mis en place, l'exploitant élabore un dossier contenant :

- l'état initial de l'équipement ;
- la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis ;
- les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles ;

- les interventions éventuellement menées.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et est aisément consultable lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées.

Ce dossier peut constituer le dossier mentionné au 3 de l'annexe I de l'arrêté du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier, du livre V du code de l'environnement.

Lorsque les documents mentionnés ci-dessus sont établis sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, les révisions du guide sont prises en compte par l'exploitant dans le délai fixé par ces révisions.

Constats :

En complément des 2 lignes de convoyage d'ammoniac préalablement inspectées en juin 2023, l'inspection des installations classées a contrôlé le suivi opéré par le SIR sur plusieurs tuyauteries et racks de supportage au droit des unités AMMO, N7 et AM2 au regard des éléments relevant de la section I de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 (plan de modernisation des installations industrielles).

Unité N7

Durant la visite, l'inspection des installations classées a constaté une fuite de vapeur au premier niveau de l'unité N7, provoquant une coulée d'eau chaude au niveau inférieur. Le danger était alors correctement identifié par l'apposition d'un balisage sur les 2 niveaux et limité par la pose d'un cache bride.

Demande n°1 : l'exploitant transmettra à l'inspection d'ici le 15 janvier 2026 les éléments de traçabilité de cette fuite, accompagnés du plan d'action en cours d'application pour en résoudre les inconvénients.

PSV7016 - Fuite sur séparateur vapeur entre turbine

À proximité de cette fuite, l'inspection a constaté des travaux en cours sur un équipement ayant amené à son décalorifugeage. L'exploitant a indiqué par courrier électronique du 14 novembre 2025 que les travaux ont porté sur le robinet de jumelage des soupapes PSV7016A et B. Ce robinet a été constaté comme fuyard en mars 2025 avec l'objectif d'intervenir durant l'arrêt 2025 d'avril/mai. Lors du redémarrage, un nouveau problème est apparu sur la soupape PSV7016B puis sur le robinet de jumelage. La soupape PSV7016B a finalement été déposée et remplacée par un tampon plein à la fin du mois d'avril 2025. Les calorifuges n'ont pas été reposés depuis lors. Dans son courrier de novembre, l'exploitant a précisé qu'un travail de recalorifugeage allait être prochainement lancé.

Demande n°2 : l'exploitant indiquera à l'inspection des installations classées quand ce travail sera achevé. De plus, l'exploitant précisera avant le 15 janvier 2026 les conséquences possibles de la condamnation d'une des deux soupapes du robinet de jumelage PSV7016.

Spécification des tuyauteries

Durant la visite de terrain, l'inspection a constaté la présence de plusieurs tuyauteries aux couleurs

différentes dont la procédure de l'exploitant H002 spécifie les marquages, couleurs et étiquettes qui leur sont appliqués. Certaines tuyauteries voyaient leur peinture défraîchie tandis que d'autres n'en disposaient pas du tout. L'exploitant a indiqué que les tuyauteries en inox ne faisaient pas l'objet d'une peinture. Par ailleurs, au niveau de l'unité N7, l'inspection a pu constater qu'il était compliqué de faire le lien entre l'affichage et les différentes tuyauteries installées côte à côte.

Un audit mené en 2024 sur le site a conclu sur un bon niveau d'étiquetage des tuyauteries et des équipements parcourant les unités récentes telle que N8, mais un étiquetage quasiment absent sur les tuyauteries des opérations ammoniac (OPAM) et fertilisants (OPF), plus anciennes.

Les recommandations de cet audit sont les suivantes :

- s'assurer que les bacs, récipients et tuyauteries sont correctement étiquetés conformément à la procédure H002,
- prévoir du matériel de nettoyage approprié aux surfaces et des étiquettes en nombre suffisant pour les imprimantes,
- favoriser l'intérêt des opérateurs à ces initiatives.

Demande n°3 : l'exploitant transmettra à l'inspection d'ici le 15 janvier 2026 le plan d'action permettant le retour le respect de la procédure H002 et de l'article 25.V.C de l'arrêté du 4 octobre 2010.

3" NHL.01.31a (tuyauterie d'ammoniac)

En séance, l'inspection des installations classées a également consulté le suivi de la tuyauterie en inox susmentionnée soumise à la réglementation ESP et dont la dernière visite réalisée par le SIR date du 06 janvier 2025.

Les observations faisaient état de boulonnerie manquante sur un collier de serrage, sans toutefois donner lieu à une action corrective. L'exploitant prévoit son prochain contrôle en janvier 2027. L'exploitant a confirmé en séance que ce défaut est mineur et ne nécessite pas d'action corrective d'ici le prochain contrôle.

Commentaire n°1 : il appartient à l'exploitant de conclure et de tracer sur la nécessité de mise en conformité et d'indiquer le calendrier associé.

Suivi des racks

En 2018, la société LAT NITROGEN a procédé à un diagnostic d'évaluation de l'état de l'ensemble des racks du site de Grand-Quevilly selon le guide de surveillance des ouvrages de génie civil et structures - Ponts de tuyauteries (DT98) par un prestataire externe. L'exploitant a précisé ne plus suivre en interne cette thématique depuis plus de 10 ans. Il ressort du compte-rendu de cet examen visuel la caractérisation de nombreux ouvrages en D3 et D3P sur tous les secteurs de Grand-Quevilly :

- D3 : le désordre constaté témoigne d'un risque structurel et des travaux de réparation doivent être programmés,
- D3P : le désordre constaté est un désordre de niveau D3 pour lequel les travaux de réparation doivent être menés à une échéance prioritaire, parce que le désordre est de nature à compromettre la capacité portante de l'ouvrage.

En séance, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter de plan d'action particulier pour le site de Grand-Quevilly. Il a précisé un objectif de contrôle tous les 6 ans des structures transportant les flux les plus dangereux, contre 12 ans pour les flux moins dangereux. L'échéance de mise à jour du

diagnostic de 2018 apparaît donc comme échue.

Depuis ce diagnostic, l'exploitant a indiqué avoir entièrement remis en état le rack R4-EL situé sur le secteur Est, réceptionné le 23 octobre 2025. En séance, l'exploitant indiquait que ce rack, de par sa détérioration, bénéficiait depuis plusieurs années d'un supportage complémentaire.

Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a prévu pour 2026 la budgétisation de remises en état de plusieurs portions de racks, à savoir : R1-SL, R2-ST et R5-SL, tous au secteur Sud. Il prévoit également la mise à jour prochaine du diagnostic de 2018 par son département infrastructures et services sur la base du guide professionnel DT98. La société LAT NITROGEN vise le 1^{er} trimestre 2026 pour élaborer un planning de traitement des D3P et D3 soulevés par le diagnostic initial. Par courrier électronique du 28 novembre 2025, l'exploitant s'est engagé à traiter durant la phase d'exécution de ces défauts et dans leurs proximités immédiates, les autres écarts (D1 et D2) ainsi que ceux qui n'auraient pas été identifiés lors du diagnostic initial.

Non-conformité n°1 : l'inspection des installations classées relève la volonté de l'exploitant de restaurer ses racks, mais note que cette impulsion de rénovation globale intervient 7 années après le diagnostic initial. Pour cette raison, **l'inspection propose d'encadrer le suivi de la mise en conformité des racks du site par un arrêté préfectoral de mise en demeure.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Tuyauteries et capacités contenant des matières dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V

Thème(s) : Risques accidentels, Suivi et entretien

Prescription contrôlée :

V.-Dispositions relatives aux tuyauteries et capacités contenant des matières dangereuses.

A.-Les tuyauteries et capacités contenant des matières dangereuses sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir.

B.-Les tuyauteries, ainsi que leurs supports, et les capacités contenant des matières dangereuses sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité. Les modalités d'entretien et examens périodiques, ainsi que les fréquences associées, sont formalisées dans les consignes prévues à l'article 59 du présent arrêté.

C.-Les tuyauteries contenant des matières dangereuses sont accessibles et repérées conformément aux règles en vigueur.

D.-Les tuyauteries contenant des matières dangereuses sont installées à l'abri des chocs et sont résistantes aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques auxquelles elles sont exposées. Des dispositions spécifiques sont notamment mises en place au niveau des chemine-ments des tuyauteries à proximité des voies de circulation (hauteur suffisante, protections adaptées ...). Leur parcours est aussi réduit que possible.

E.-Le parcours des tuyauteries contenant des matières dangereuses figure sur un plan tenu à jour.

Constats :

Également, l'inspection des installations classées a contrôlé le suivi opéré par le SIR sur plusieurs tuyauteries et racks de supportage au droit des unités AMMO, N7 et AM2 au regard des éléments relevant de l'article 25-V de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 (tuyauteries et capacités contenant des matières dangereuses).

Unité AMMO

Bac R1301B de stockage de nitrate d'ammonium en solution chaude (NASC)

Le réservoir de stockage de NASC n'est pas concerné par les prescriptions de la section 1 PMII de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010, mais relève de l'article 25-V. Le service inspection reconnu de LAT NITROGEN suit cet équipement au titre de stockage liquide et réalise une visite externe tous les ans. Cette visite externe est doublée d'une visite interne tous les 14 ans. A l'intérieur de cet ouvrage court des serpentins à vapeur qui eux sont soumis à la réglementation ESP. À l'occasion d'une requalification ESP réalisée en janvier 2023, une visite complète de l'intérieur a été réalisée.

La jupe basse du bac est en inox, ce qui permet à l'exploitant de ne pas se soucier de potentielles infiltrations d'eau dans le calorifuge à ce niveau.

Durant la visite de site, l'inspection a relevé comme bonne pratique la mise en place de caches brides destinées à la protection préventive des salariés envers le risque chimique et thermique.

Unité N7

Tuyauteries JP74 condensats nitrates et JP75 acide nitrique

Selon l'exploitant, ces tuyauteries rencontrées ne relèvent pas des équipements soumis au plan de modernisation des installations industrielles (PMII), mais relèvent de l'article 25-V (transfert de matières dangereuses). L'exploitant a indiqué qu'en conséquence, le suivi et la surveillance opérés n'était pas le même. Ainsi, l'exploitant opère un suivi régulier via ses tournées opérateur dont l'objectif est de constater les désordres au quotidien. L'intégralité des circuits disposent d'un schéma de tuyauterie et instrumentation (P&ID) et parfois des vues isométriques de montage. La société LAT NITROGEN a été en mesure de fournir à l'inspection de tels schémas suite à la visite.

Durant la visite, l'inspection des installations classées a interrogé l'exploitant sur ses attendus vis-à-vis des opérateurs lors de leurs tournées. La société LAT NITROGEN a précisé que l'opérateur n'avait pas d'indication de soumission de la tuyauterie à un quelconque plan de contrôle. Dans sa fiche de fonction, il lui est demandé de surveiller l'installation et de reporter toute anomalie/défaut d'intégrité qu'il constate. À ce titre, il est formé à relever les paramètres anormaux et anomalies observées sur le terrain. Le chef de poste crée alors un avis SAP avec photo pour suivre l'anomalie et l'intégrer à un processus de travaux. La tournée opérateur permet également de suivre une fuite existante. Lorsque l'aspect sécuritaire est engagé, une fiche d'identification de danger est créée pour enregistrer l'anomalie et prévenir les opérateurs intervenant potentiellement à proximité.

Par courrier électronique du 14 novembre 2025, l'exploitant a transmis les tournées opérateurs de chaque quart du 30 septembre, 28 octobre, 04 et 05 novembre 2025 sur demande de l'inspection des installations classées. Il a également présenté par courrier électronique du 19 novembre 2025 le contenu du parcours de formation « PROACTIF » à destination des opérateurs dont il est fait ré-

férence la nécessité durant les tournées « d'effectuer la surveillance et d'analyser les anomalies ». Il a accompagné ce parcours de formation de la trame destinée à la remontée de cette surveillance.

Non-conformités n°2 : l'inspection des installations classées relève que l'exploitant n'a pas de stratégie permettant d'opérer des contrôles de prévention précis et hiérarchisé des tuyauteries de transports de matières dangereuses lorsqu'elles ne relèvent pas du suivi PMII. L'inspection des installations classées n'a pas constaté de documents justifiant d'exams périodiques spécifiques permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité, ni de modalités d'entretien et exams périodiques, ainsi que les fréquences associées, formalisées dans des consignes spécifiques. L'exploitant ne se satisfait que d'une surveillance passive de ces équipements lors de tournées opérateurs généralistes qui ne peuvent surveiller tous les points d'intérêt de tous les linéaires de tuyauterie, ce qui est insuffisant au regard des exigences listées dans l'article 25-V de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010.

En conséquence, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de la Seine-Maritime un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure visant à établir un plan de contrôle de ces tuyauteries qui peut être élaboré sur la base d'une hiérarchisation en fonction des risques et impacts potentiels.

Durant la visite, l'inspection des installations classées a constaté le maintien sur site d'équipements qui ne sont plus utilisés tels que le bac R1841 à proximité des sphères et le bras mort de la tuyauterie P2.42.106.U1.32, à proximité des wagons d'ammoniac.

Demande n°3 : l'exploitant remettra à l'inspection, d'ici le 31 mars 2026, la liste des tuyauteries et réservoirs au chômage définitif, accompagnée d'un planning de leur démantèlement. En fonction du planning retenu, l'exploitant se positionnera sur l'opportunité de réaliser des affichages ponctuels sur les tuyauteries non utilisés visuellement dégradées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective